



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
22 septembre 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

LE VACCIN EST UNE PROTECTION, LE CAPITALISME UNE AGRESSION !

La date couperet pour l'obligation vaccinale, fixée au 15 septembre en particulier pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés.

Mais ce chiffre pourrait être largement sous-estimé. Et le sous-effectif est tel, dans la santé, que l'absence de quelques collègues suffit à mettre dans une situation plus que critique.

Le gouvernement fanfaronne...

...les soignants craquent

Le gouvernement se vante que 50 millions de personnes aient reçu au moins une dose de vaccin. Mais cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle. Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises.

Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires. Depuis un an et demi, les soignants ont tout vécu : pas de masques, pas de surblouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid... Et on en passe. Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour. Le personnel a paré au plus pressé par des efforts surhumains. Ça leur a valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est cette même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort aux Antilles : pas assez de masques, de gants, de désinfectant... L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démis-

sions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est même de pire en pire. Celles et ceux qui restent sont transbahutés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings, auxquels on refuse les congés.

Face à cette catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi. D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement en danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs. Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, le gouvernement en use contre tous les salariés.

En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien à nous, travailleurs. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1^{er} octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans... La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour tous !

L'appel à la mobilisation du 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas

En grève et dans la rue
À Caen, rdv place du Théâtre
11h00 mardi 5 octobre

Si c'est pas du mépris, ça y ressemble

Il suffirait de pas grand-chose pour qu'on soit prévenus au moins 48h à l'avance des jours de chômage technique. Que la réunion où la décision est prise se tienne un jour plus tôt. Que la décision soit communiquée avant le départ de l'équipe du matin. Qu'elle ne change pas ensuite trois fois.

Quand il s'agit de nous faire revenir bosser, pas de problèmes, on sait trouver notre numéro et nous harceler. Mais quand il s'agit d'éviter de nous pourrir la vie, c'est comme par hasard plus compliqué. On exagère ? Ok, alors dans combien saurons-nous que nous sommes tous au chômage le pont du 11 novembre ?

Pour l'embauche de tous les précaires

Bienvenue aux quelques camarades intérimaires qui viennent d'être embauchés. Bienvenue même si ça fait pour certains dix ans qu'on se côtoie.

On aimerait pouvoir en faire autant pour tous ceux qui, en formation payée par Pôle Emploi (et donc ne coûtant rien ou presque à PSA), s'étaient vus promettre l'embauche. Ce n'est pas votre faute si elle vous passe sous le nez. C'est celle de la loi du fric.

Alors au revoir mais certainement pas adieu...

Avertissement sans frais

On aurait presque pu prendre une douche en plein atelier, au fond du bâtiment G, lors des fortes pluies de mardi la semaine dernière. Bon, bien sûr, à côté d'une armoire électrique, il ne faut pas craindre de faire une "Claude François".

La direction ferait bien de colmater les trous dans la toiture. La prochaine fois, elle ne pourra pas dire qu'elle n'était pas avertie.

Avertissement avec frais

À Renault Sandouville, ce sont 983 calculateurs qui ont pris une douche pour cause de toiture non entretenue par la direction. Ils sont bons pour la poule.

Et tant pis si ces pièces sont bourrées de ces précieux semi-conducteurs que les firmes automobiles s'arrachent en ce moment...

Baratin majoré à combien ?

17 salariés de PSA Charleville-Mézières réclament devant les prud'hommes la majoration non versée depuis plusieurs années de leurs horaires de nuit. La direction avait mis en place des équipes de fin de semaine, dites "de suppléance" avec près de 330 salariés, employés en 3x8 donc de nuit une semaine sur 3.

Les avocats de PSA ont répondu qu'il n'y avait pas d' "équipe de nuit", mais seulement des salariés qui travaillent "en nuit". On se demande combien ils sont payés pour baratiner ainsi. En attendant, c'est 1 000 à 1 200 euros sur 3 ans qui ont été volés à 188 de nos camarades.

Lubrizol doit payer

Le 26 septembre 2019, 10 000 tonnes de produits chimiques partaient en fumée dans l'incendie de l'usine Lubrizol de Rouen. Deux ans après, la justice en est encore tout juste à lancer des mises en examen, en vue d'un éventuel procès pénal du groupe pétrochimique.

Pas de quoi inquiéter les capitalistes comme Warren Buffet, le multimilliardaire propriétaire de Lubrizol : ils peuvent compter sur les Macron et consorts pour les laisser saper la santé des travailleurs et de la population. **Dimanche 26 septembre**, associations et syndicats appellent à manifester pour faire payer les capitalistes pollueurs à **11h à la préfecture**.

Réunion publique du NPA

Avec Frank Prouhet, médecin, militant anticapitaliste, impliqué dans la lutte pour la levée des brevets, nous discuterons de la situation sanitaire et sociale, et de la riposte nécessaire du monde du travail.

Mardi 28 septembre – 20h

Caen, salle du Calvaire S^t-Pierre

av. Horatio Smith, arrêt tram Calvaire St-Pierre

Dicton du jour

Le paradis des profits, c'est l'enfer des prolétaires.

Tous ensemble !

Au Montage de PSA-Sevelnord, des débrayages de dizaines d'ouvriers ont eu lieu il y a quelques jours contre les sous-effectifs et les fortes cadences. Des travailleurs polonais venant l'Opel-Gliwice y ont participé : ils en ont ras-le-bol de l'usine-prison à la française. « C'est pire que chez nous » affirmaient certains d'entre eux.

Qu'on soit français, polonais ou italien, nous n'avons qu'une solution pour améliorer notre sort : lutter contre notre patron commun.

Wszyscy razem !

W montowni PSA-Sevelnord dziesiątki pracowników zastrajkowało kilka dni temu przeciwko zbyt małej liczbie pracowników i wysokim wskaźnikom produkcji. Wzięli w nim udział polscy pracownicy z Opla-Gliwice, którzy mają dość fabryki więziennej w stylu francuskim. "Jest gorzej niż w domu" - mówili niektórzy z nich. Czy jesteśmy Francuzami, Polakami czy Włochami, mamy tylko jedno rozwiązanie, aby poprawić swój los: walczyć z naszym wspólnym szefem. Przetłumaczono z www.DeepL.com/Translator